

Mercredi 07 Août 2024

Le secteur privé a perdu 7 900 postes au deuxième trimestre

« Après un début d'année très dynamique, l'emploi fait du surplace », titre **Les Echos** qui relaie les estimations provisoires de l'Insee montrant que le secteur privé a perdu 7 900 postes au deuxième trimestre. Il avait augmenté de 61 000 sur les trois premiers mois de l'année, grâce notamment à un effet préparation des JO, qui semble s'être estompé au printemps. A un peu plus de 21,15 millions, les effectifs salariés dans le secteur privé excèdent toujours leur niveau d'il y a un an de 0,4 % (soit +78.000 postes) et celui d'avant la crise sanitaire (fin 2019) de 6,1 % (+ 1,2 million d'emplois), a précisé l'Institut dont la publication, le 30 août prochain, des chiffres définitifs du deuxième trimestre permettra d'y voir plus clair, d'autant qu'ils infirment souvent les chiffres provisoires. (Les Echos, p.2)

« Le long combat de Macron pour faire travailler plus les Français », titre **Le Figaro** qui relaie les derniers chiffres de l'emploi publiés hier par l'Insee. Au deuxième trimestre, 7 900 postes ont été détruits, selon une première estimation, un coup d'arrêt qui ne doit toutefois pas faire oublier les succès engrangés depuis quelques années. Sur un an, le solde des créations est positif de 78 000 et de plus de 1,2 million depuis la crise du Covid. L'objectif de l'exécutif est également d'allonger le temps de travail des Français : via la montée en puissance de l'apprentissage, la réforme des retraites, le tout accompagné de nombreuses mesures pour inciter les patrons à recruter davantage. Sept ans après, le chef de l'Etat peut se targuer d'avoir fait grimper le taux d'emploi des 15-64 ans à 68,4 %. Soit le plus haut niveau depuis que l'Insee mesure cette statistique (1975). Mais malgré les progrès réalisés depuis quelques années, la France a encore d'importantes marges de manœuvre pour faire davantage travailler ses citoyens. Le nombre d'heures moyennes effectuées par salarié y est toujours parmi les plus faibles des pays développés, « en particulier à cause du faible nombre de seniors en activité », explique Stéphane Carcillo (OCDE). Des faiblesses bien comprises par le président de la République qui a résumé : « la France est l'un des pays où la quantité de travail par habitant est la plus faible. On n'a pas besoin de continuer à la réduire, on a besoin de continuer à créer de la richesse ». (Le Figaro, p.20)

« La politique de l'offre a permis un recul historique des temps partiels subis », titre **Le Figaro** qui détaille une récente étude de l'Insee sur le sujet. En 2023, cette situation de sous-emploi ne touchait plus que 4,4 % des personnes en poste contre 6,6 % en 2017. Pour Gilbert Cette, l'explication se trouve dans l'accroissement des tensions de recrutements. « Les gens disposent de pouvoirs de négociation plus importants. Ce qui leur permet d'obtenir de meilleures conditions de travail. Cela se voit sur les temps partiels, mais également sur l'accroissement des recrutements en CDI », explique l'économiste. Un avis partagé par Eric Chevée (CPME). « Aujourd'hui, ça devient tellement difficile d'embaucher que, lorsqu'on a un salarié de qualité, on fait tout pour le garder, y compris augmenter ses heures s'il le demande. » Du côté des syndicats, on estime ne pas pouvoir se satisfaire de voir encore 1,3 million d'actifs bloqués à temps partiel. D'autant plus que ce ratio est sous-estimé, estiment-ils. « Il faudrait ajouter les personnes à temps partiel pour raison de santé, de garde d'enfants ou parce qu'étant proche aidant ; mais qui, dans l'idéal, souhaiteraient exercer davantage », souligne Luc Mathieu (CFDT). « Le plus important, c'est de poursuivre la politique de l'offre, estime pour sa part Eric Chevée. On touche enfin les dividendes de ce qu'on a mis dix ans à construire. Mais tout peut être balayé en 24 heures », met-il en garde. (Le Figaro, p.20)

« "L'économie française regagne en productivité" », titre **Les Echos** qui ouvre ses colonnes à Eric Heyer. Le directeur du département Analyse et prévision à l'OFCE note que « les chiffres de l'emploi vont dans le sens d'un retour des gains de productivité », car « la production des entreprises privées dépasse celle des créations d'emplois, de manière assez significative ». « La valeur ajoutée du secteur marchand a augmenté d'environ 5 %, alors que les créations

d'emplois ont progressé de 1,7 % environ » précise-t-il. « Comme les salaires vont regagner un peu de pouvoir d'achat, il faut des gains de productivité pour que les marges ne se détériorent pas trop. Le côté négatif, c'est que le chômage va augmenter, surtout si la population active gonfle avec la réforme des retraites, notamment », ajoute l'expert. **Pour que le taux de chômage baisse, « il faut plus de croissance »**, rappelle-t-il. (Les Echos, p.2)

« Et si on reparlait d'emploi ? », titre Les Echos pour l'éditorial d'Etienne Lefebvre qui pointe la situation de la France comme une anomalie. Il faudrait donc revenir urgemment à la question de la création de richesses, grande oubliée du débat politique français, alors que le moral des chefs d'entreprise décline et que le niveau des faillites inquiète. (Les Echos, p.10)